

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 11 ET 18 JUIN 2017 9ème CIRCONSCRIPTION de la GIRONDE

MICHEL DUFRANC

Une candidature pour Rassembler, Apaiser et Réformer

Madame, Mademoiselle, Monsieur, Chers Concitoyens,

Après cinq ans d'une présidence socialiste calamiteuse, le nombre des demandeurs d'emploi a augmenté de 1 200 000 personnes, la dette publique de 300 milliards d'euros et les dépenses publiques de 93 milliards.

L'héritage de François HOLLANDE est celui d'une France fracturée, divisée, diminuée aux yeux des Français et du monde. Pourtant, au résultat d'un concours de circonstances aussi imprévu qu'imprévisible, c'est son Ministre de l'Economie et des Finances qui a été élu Président de la République, après une campagne faite d'ambigüités et de faux-semblants, plus en raison de sa jeunesse et de son image que de son projet.

Dans la foulée de cette élection, une partie du personnel politique, essentiellement de gauche, s'est engouffrée dans une tentative de recyclage. L'exemple de notre circonscription du Sud Gironde, où deux candidats, pourtant héritiers du système, se disputent le label MACRON, en est une caricature...

Le député socialiste sortant, qui a voté toutes les lois de François HOLLANDE, est d'abord co-responsable de l'échec de ce dernier ; il ne saurait incarner le renouveau de notre pays dont il a contribué, par ses votes répétés, à aggraver la situation. La candidate d'En Marche se trouve investie par la grâce de François BAYROU après une longue errance qui l'a successivement conduite du Centre vers la Droite, puis vers la Gauche ; elle manque de crédibilité politique.

Cette crédibilité, si nécessaire au redressement de la France, nous vous la proposons, en revanche, ma suppléante Christiane DORNON et moi-même. Elle comme Maire du BARP, moi comme Maire de LA BRÈDE, nous avons fait de nos deux communes deux fleurons du Sud Gironde grâce à la confiance renouvelée de nos électeurs. Pour ma part, j'ajoute à mon expérience d'élu local de terrain celle d'un responsable socioprofessionnel au fait des réalités économiques et sociales par les fonctions que j'ai exercées dans ma profession d'avocat, à la tête du barreau de Bordeaux et au niveau national.

Je souhaite mettre cette expérience au service de notre pays, la France, dans ces moments où il doute de lui-même, des valeurs sur lesquelles il s'est construit, de son avenir, où il oscille entre la tentation du déclin et celle de l'aventure. Je souhaite la mettre au service de notre belle circonscription du Sud Gironde que je connais depuis mes premiers jours, où j'ai été élevé, où je travaille et que je sers depuis de nombreuses années. Elle est une France en petit qui cumule de merveilleux atouts et de grands handicaps.

La fracture sociale, scolaire, numérique s'y rend visible entre des territoires péri-urbains, proches de la Métropole, et des secteurs ruraux qui accumulent les retards et les injustices, voire les menaces comme celles que représente le projet de LGV Bordeaux – Toulouse / Bordeaux – Espagne que j'ai combattu dès l'origine.

La réponse à une grande partie de ces défis passe par des réformes profondes que les gouvernements successifs, et notamment le pouvoir socialiste sortant, n'ont pas pu ou pas voulu conduire.

Il faut, en priorité, libérer l'économie pour créer de l'emploi et augmenter le pouvoir d'achat des Français.

Dans nos territoires ruraux, il faut en particulier baisser les charges et les impôts des agriculteurs, artisans, petits entrepreneurs, et simplifier leur activité en abrogeant des normes inutiles.

Il faut aussi lutter contre les déserts médicaux et garantir le pouvoir d'achat des retraités par la revalorisation de leur retraite.

Il faut faire de l'égalité d'accès au très haut débit pour les territoires une priorité nationale.

Il faut restaurer l'autorité de l'État pour assurer, ici comme ailleurs, une meilleure sécurité.

Pour cela, il est indispensable de dégager les marges de manœuvres financières que seule une réforme drastique de l'État et de ses modes de fonctionnement, que, jusqu'ici, Monsieur MACRON ne propose pas, permettra d'atteindre.

Je m'engage à y concourir, pour ma part, comme député de notre belle circonscription.













ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 11 ET 18 JUIN 2017 9^{ème} CIRCONSCRIPTION de la GIRONDE

MICHEL DUFRAN

Notre circonscription du Sud Gironde est très symbolique du pays, marquée par de nombreuses fractures, avec d'une part un territoire riche proche de la métropole, pépinière d'emplois, d'autre part la proximité du Bassin d'Arcachon et enfin le secteur forestier et agricole avec des difficultés d'accès à l'emploi, à la santé et au numérique. Les priorités d'une circonscription où il fait bon vivre et vieillir sont l'emploi, la santé, les transports et l'accès au haut débit. Ma candidature s'inscrit dans une démarche de réduction de ces fractures afin de recoudre notre territoire.

Recréer la démocratie locale et recoudre notre territoire

- Créer un droit de divorce pour les communes intégrées de force dans les intercommunalités et favoriser les rapprochements de communes de manière contractuelle et volontaire en fonction de l'intérêt local.

Préserver et développer le service public éducatif

- Demander un moratoire sur les fermetures de classes en milieu rural.
- Réclamer la construction d'un nouveau lycée sur le canton de La Brède.

Garantir un accès à la santé de proximité et de qualité

- Engager une concertation avec l'Agence Régionale de Santé et les intercommunalités pour favoriser l'implantation de centres de première urgence en milieu rural et de
- Inscrire dans les compétences statutaires des communautés de communes la compétence d'organisation de l'aide médicale d'urgence et des centres de soins.

Favoriser la prévention de la perte d'autonomie et le maintien à domicile de nos aînés

- Faire de la prévention des fragilités liées au vieillissement une priorité des politiques publiques.
- Assurer une meilleure prévention de la perte d'autonomie, favoriser le maintien à domicile, mieux soutenir les proches aidants
- Fournir une offre d'EHPAD en zone rurale afin de permettre à chaque personne âgée de trouver la structure qui lui convient sans rupture avec son lien familial et social habituel.

Repenser la mobilité sur le Sud Gironde

- Demander le basculement des crédits prévus pour la réalisation de la LGV vers les transports ferroviaires de proximité.
- Mettre en place un système de tram-train jusqu'à Langon en partenariat avec Bordeaux Métropole.
- Assurer une meilleure sécurité routière et une fluidité des déplacements donc transférer la compétence des voiries communales aux intercommunalités.

 - Obtenir la déductibilité fiscale des frais de péages d'autoroutes pour les salariés.

Mettre fin à la fracture numérique de notre territoire

- Assurer d'ici cinq ans la couverture effective en haut débit de toutes les communes de la circonscription

Faciliter et développer l'apprentissage

- Assouplir le régime de la contractualisation en alternance.

Soutenir l'agriculture

- Cesser d'opposer l'activité agricole aux autres activités. Organiser la complémentarité entre l'agriculture traditionnelle et les modèles alternatifs (bio, circuits courts).
- Étendre le dispositif de Zones de Revitalisation Rurale (ZRR) avec des exonérations totales de charges fiscales et sociales
- pour les TPE et les entreprises de taille intermédiaire.
- Assouplir le mécanisme de lissage des revenus agricoles

Défendre et valoriser notre viticulture

- Promouvoir notre territoire et nos crus en favorisant le développement de l'œnotourisme. Mettre en valeur nos crus classés de Sauternes et des Graves.
- Favoriser les actions collectives des Appellations d'Origine Contrôlées de la circonscription et engager une réflexion de fond sur l'évolution de nos productions.
- Faire bénéficier la viticulture du crédit impôt recherche pour innover.
- Créer un compte épargne aléas climatiques et économiques.
- Soutenir et aider les exploitations qui s'engageront dans des pratiques respectueuses de l'environnement.
- Lutter contre l'excès de réglementation française.
- Simplifier l'accès aux aides européennes de l'Organisation Commune du Marché afin d'en accroître le nombre de bénéficiaires.

Donner un nouvel élan à notre sylviculture

- Renforcer le secteur de la transformation pour créer de la valeur ajoutée et être plus performants à l'international.
- Aider à l'investissement productif sylvicole afin d'encourager la création d'emplois. Développer sur notre circonscription des formations spécifiques.

Je souscris au contrat d'alternance des Républicains qui sera l'expression d'une nouvelle ambition française pour redresser notre pays et restaurer l'autorité.

Rendre du pouvoir d'achat aux Français en baissant les impôts

- Pas de hausse de la TVA et de la CSG.
- Baisse de 10 % de l'impôt sur le revenu pour les ménages.
- Rétablissement de la défiscalisation des heures supplémentaires.
- Augmentation des petites retraites de 300 € par an, et des petites pensions de réversion de 10 %.

Baisser le coût du travail pour vaincre le chômage

- Suppression des normes et baisse des charges qui pèsent sur le travail et la production. Sortir des 35 heures avec pour chaque entreprise ou chaque branche,
- la liberté de négocier son temps de travail.
- Simplification et allégement du Code du travail et modernisation du dialogue social dans l'entreprise

Une France plus souveraine

- Baisser de 100 Mds€ la dépense publique pour la ramener à 50 % du PIB et réduire la dette publique de façon durable pour respecter nos engagements européens.

Un contrat avec la jeunesse de France

- Créer un contrat mobilité entre l'État et les Régions pour l'obtention du permis de conduire et la location du premier véhicule pour les jeunes en recherche d'emploi.
- Mettre en place une exonération totale de charges sociales pour l'embauche d'un jeune en alternance. Généralisation progressive de la formation en alternance.

Un contrat pour restaurer l'autorité de l'État et garantir la sécurité des Français

Impunité Zéro pour les délinquants

- Réinstaurer les peines plancher automatiques pour les récidivistes et supprimer les réductions automatiques de peines.
- Construire 16 000 places de prison en cinq ans pour qu'une peine prononcée soit exécutée.
- · Augmenter de 10'000 policiers et gendarmes les effectifs des forces de l'ordre. · Abaisser à 16 ans la majorité pénale pour les mineurs récidivistes

Un contrat d'équité entre tous les Français

- Renforcer la transmission des savoirs fondamentaux (lecture et écriture) à l'école en abrogeant les réformes des rythmes scolaires et du collège.
- Relancer la politique familiale en rétablissant l'universalité des allocations familiales et en relevant le plafond du quotient familial.
- Assurer la pérennité de notre système de santé et faire de la France le pays de pointe en matière de prévention, pour mieux soigner et rembourser les Français. Suspendre le versement de toute aide sociale et crédit d'impôt durant 5 ans aux personnes qui commettent des fraudes fiscales et sociales lourdes.

La ruralité est une chance pour la France

- Faire de l'agriculture française la première puissance européenne.

Arrêter toute surtransposition de normes européennes.

- Pour chaque euro investi dans la ville, investir un euro dans la ruralité. Il n' y a pas d'un côté la France des métropoles et de l'autre la France périurbaine et rurale
- Imposer un moratoire sur la fermeture des services publics en milieu rural, jusqu'à la création d'une agence de rénovation rurale et territoriale.







